

Atelier de validation de la feuille de route d'amélioration de l'efficacité de la coopération au développement au Cameroun

Hôtel Mont FEBE, Yaoundé, 08 décembre 2022

PRÉSENTATION DE LA FEUILLE DE ROUTE

Par:

Monsieur Charles ASSAMBA ONGODO, Directeur Général de la Coopération et de
l'Intégration Régionale au MINEPAT , Président du Comité de préparation,
d'organisation et du suivi des recommandations du Dialogue d'action national pour
une coopération efficace au service du développement

Plan de présentation

I. Rappel de la méthodologie

II. Présentation des actions phares par secteur

III. Perspectives

I. Contexte et méthodologie d'élaboration

La mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement pour la période 2020-2030, nécessite non seulement la mobilisation d'importantes ressources

mais aussi une meilleure utilisation desdites ressources avec pour ambition d'opérer la transformation structurelle réussie de l'économie camerounaise et l'atteinte des ODD.

C'est pourquoi le gouvernement a entrepris l'élaboration d'une stratégie de financement de la SND30 en vue de la mise en place d'un cadre national de financement intégré, en s'appuyant sur les résultats de l'étude « Development Finance Assessment (DFA) ».

I. Contexte et méthodologie d'élaboration

Dès lors, l'organisation d'un Dialogue d'action pour une coopération efficace au service du développement au niveau national, constitue sans doute une opportunité,

pour questionner l'efficacité de la coopération entre le Cameroun et ses partenaires au développement,

afin de mieux l'orienter et de la rendre plus efficace pour l'atteinte des priorités nationales du développement et des ODDs.

Lancés en 2021 au niveau international par le Partenariat Mondial pour une Coopération efficace au service du développement, les Dialogues d'action pour une Coopération Efficace au service du Développement visent à promouvoir les partenariats et une redevabilité mutuelle efficaces au niveau national.

I. Contexte et méthodologie d'élaboration

Organisé de façon volontaire suivant une démarche participative et multipartite, le Dialogue d'action national sur l'efficacité du partenariat au développement s'est faite selon l'approche sectorielle.

Il a réuni pendant plus d'un an autour des ateliers sectoriels, les points focaux des administrations publiques, des représentants des partenaires au développement, des représentants des organisations du secteur privé et de la société civile, des Collectivités Territoriales Décentralisées, entre autres.

Ces ateliers ont permis à ces acteurs :

- de mener des réflexions sur les défis liés à l'efficacité de la coopération au service du développement au niveau du Cameroun et
- d'élaborer un plan d'action ou feuille de route pour améliorer la qualité et les résultats des partenariats.

II: Présentation des actions phares par secteur

Secteur social

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

ACTIONS PROPOSÉES

1. Faible capacité du personnel administratif en charge des politiques partenariales

Renforcement des capacités du personnel administratif dans les procédures de mobilisation des ressources et de suivi des conventions et accords de partenariat

2. Inexistence des documents de référence partenariale (les stratégies partenariales sectorielles ou sous sectorielles)

Elaboration du document de stratégie partenariale

3. Faible provision budgétaire pour l'exécution des activités de coopération et partenariat

Mobilisation des fonds et autres ressources pour le développement de la coopération dans le secteur social

4. Faible maîtrise des axes d'interventions des partenaires

Organisation des activités de vulgarisation des fiches signalétiques des partenaires (vision, objectifs, actions)

Implication des administrations dans les instances de planification des activités des partenaires

II. Présentation des actions phares par secteur

Secteur rural

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

ACTIONS PROPOSÉES

Faible harmonisation des interventions de développement

Adopter/mettre en place un Cadre institutionnel d'harmonisation des interventions de développement dans le secteur

2. Absence des statistiques officielles récentes dans le secteur

Rendre opérationnel le Programme statistique minimum et mettre en place une base de données sur les flux d'aide

3. Faible financement du PDIA

Organiser un business meeting autour du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA)

4. Persistance de la pauvreté ambiante en milieu rural et de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau des établissements primaire et secondaire.

Promouvoir l'approvisionnement des cantines scolaires à travers les achats locaux

II. Présentation des actions phares par secteur

Secteur Infrastructure

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

ACTIONS PROPOSÉES

1. Faible coordination des interventions dans la mise en œuvre et l'exécution des projets dans le secteur

Mettre en place une instance formelle de coordination des travaux d'infrastructures publiques intégrant toutes les administrations concernées

2. Faible représentativité des entreprises nationales dans la mise en œuvre des projets à financements conjoints

Prévoir des dispositions dans le cadre des conventions de financement extérieur favorables au transfert de technologie en direction des entreprises locales

3. Non harmonisation entre les procédures d'expropriation et d'indemnisation des populations affectés par les projets

Vulgariser les procédures en la matière

Intégrer le coût des indemnisations dans le set-up financier du contrat de partenariat pour les projets à exécutés en PPP

II. Présentation des actions phares par secteur

Secteur Education

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

ACTIONS PROPOSÉES

1. Faible coordination, gestion de la performance dans le secteur et mobilisation des ressources des PTF pour le financement de l'éducation

Finaliser la stratégie du secteur de l'éducation

2. Faible mise en œuvre du transfert des ressources au niveau des structures décentralisées

Accélérer la mise en œuvre de la décentralisation de la gestion des ressources financières, matérielles et humaines

3. Faible niveau du financement du secteur

Porter la part des dépenses courantes du secteur éducatif à 26,6 % d'ici à 2030 tout en augmentant la part du budget domestique allouée à l'enseignement primaire à 42% à la même période.

II. Présentation des actions phares par secteur

Secteur Industrie et Service

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

1. Faible synergie entre les administrations dans la formulation et la mise en œuvre des projets de coopération

2. Fort leadership des partenaires dans l'identification et le choix des projets et programmes en raison de la faible maîtrise du processus d'identification, formulation et maturation des projets et programmes par les administrations publiques et leurs démembrements

ACTIONS PROPOSÉES

Favoriser l'appropriation des priorités du secteur par les différents acteurs et l'approche SWAP dans la formulation des projets

Mettre en place des banques de projet déjà matures à financer au niveau sectoriel.

Renforcer les capacités des structures en charge de la formulation des projets

II. Présentation des actions phares par secteur

Secteur Industrie et Service

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

ACTIONS PROPOSÉES

3. Non appropriation de l'assistance technique par les acteurs nationaux

Elaborer un plan sectoriel de renforcement des capacités afin de pouvoir aligner les interventions en matière d'assistance technique audit plan

4. Inexistence des appuis budgétaires dans le secteur (la forme d'aide couramment utilisée est l'aide projet)

Développer l'approche programme au niveau du secteur à l'effet de parvenir aux appuis budgétaires ciblés.

5. Faible maîtrise du processus de passation des marchés

Renforcer les capacités des équipes de projet pour les procédures de passation de marché

II. Présentation des actions phares par secteur

Secteur Santé

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

ACTIONS PROPOSÉES

1. Déficit de coordination des efforts entre le MINSANTE et les partenaires en charge du CSU et les PTFs

Mettre en place des cadres de concertations entre le MINSANTE et toutes les parties prenantes

2. Lenteur dans la mobilisation des fonds de contrepartie

Renforcer les capacités du personnel en matière de mobilisation (programmation et budgétisation) des fonds de contrepartie

3. Faible capacité de mobilisation des ressources additionnelles par les partenaires nationaux.

Former les partenaires nationaux à la recherche des financements à travers l'organisation des séminaires

4. Faible implication des partenaires nationaux dans le domaine de la santé.

Sensibiliser les entreprises et sociétés nationales dans le domaine de la santé

II. Présentation des actions phares par secteur

Secteur Gouvernance

PROBLÈMES IDENTIFIÉS

ACTIONS PROPOSÉES

1. La faible implication des acteurs civils à la gestion des affaires publiques et l'inefficience du processus de décentralisation

Développer la participation effective et responsable des citoyens notamment les femmes, les jeunes et Personnes Socialement Vulnérables (PSV) aux affaires publiques

2. La faible visibilité des politiques et programmes publics

Assurer un meilleur arrimage des politiques publiques à la chaîne Planification, Programmation, Budgétisation, Suivi-Évaluation.

3. Une gouvernance économique et financière peu efficiente

Relever la gouvernance économique à travers l'assainissement de l'environnement et du cadre opérationnel des affaires économiques, ainsi que le renforcement de l'accompagnement du secteur privé pour qu'il devienne véritablement le moteur de la croissance. Poursuivre l'opérationnalisation de l'outil de passation en ligne des marchés publics

III. PERSPECTIVES

1. Adoption de la feuille de route

2- Evaluation des coûts exacts de la mise en œuvre des actions envisagées

3. Mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des actions retenues pour améliorer l'efficacité de la coopération au développement

3. Mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation

Thank you

